

**RAPPORT D'ACTIVITE  
PORTANT SUR L'ANNEE 2014**

**RAPPORT D'ACTIVITE  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DU MORBIHAN**

*Rapport établi conformément à l'article L.331-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement du Morbihan est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 23 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

Dépôts de dossiers et redépôts : 2230 dossiers ont été déposés devant la commission en 2014, soit une augmentation de 3.6% consécutive au changement de procédure introduit par la loi du 26 juillet 2013, applicable depuis le 1er janvier 2014. En effet, alors qu'auparavant, certains dossiers étaient réexaminés d'office par les commissions, il n'est plus désormais procédé à de tels réexamens qu'à la demande des personnes concernées, ce qui se traduit par le dépôt d'un nouveau dossier. En outre, la progression de la proportion des redépôts dans le nombre de dossiers déposés entre 2013 et 2014 (+5%) doit être rapprochée de la proportion de dossiers déposés issus d'une suspension d'exigibilité des créances.

Recevabilité et orientation : Le nombre de dossiers soumis pour examen de recevabilité est stable par rapport à 2013. Le nombre de décisions d'irrecevabilité progresse quant-à-lui assez sensiblement (+30.4%) alors que la part de dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables est identique à la proportion nationale. Si les décisions d'orientation en vue d'une procédure de rétablissement personnel s'inscrivent en recul de 4.5%, la proportion de dossiers bénéficiant d'une telle orientation reste très proche des chiffres régionaux et nationaux. La procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire reste peu utilisée (10 dossiers en 2014).

Solutions amiables / mesures imposées ou recommandées / mesures d'effacement de dettes : La loi bancaire a introduit les mesures recommandées immédiates. Cette modification a significativement réduit le nombre de mesures conventionnelles (-35.2% par rapport à 2013) au profit des mesures imposées ou recommandées, y compris immédiates, qui progressent de 47.3% sur la même période. Le nombre de dossiers définitivement traités (2506) se contracte légèrement (-2,7%). 723 dossiers ont fait l'objet d'une recommandation d'effacement de dettes sans liquidation judiciaire en 2014 contre 680 en 2013. À noter que la suppression du réexamen automatique a eu pour corollaire un net recul des clôtures, fréquemment motivées par une perte de contact avec le(s) débiteur(s).

Mesures pérennes et mesures provisoires : A l'instar des années précédentes et conformément aux instructions de la circulaire ministérielle, des mesures pérennes sont proposées chaque fois que le dossier le permet (69.3 % des dossiers traités dans le Morbihan en 2014).

<sup>1</sup> « Chaque commission de surendettement des particuliers établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**Relations de la commission et de son secrétariat  
avec les autres acteurs de la procédure et avec des organismes tiers**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>   | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b> | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>  |
|---|---------------------------------------|--|
| Tribunal ou greffe du tribunal  | 1                                     | Échanges sur la mise en place de la loi bancaire, ainsi que sur les pratiques du greffe et du secrétariat.   |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | 7                                     | Le secrétariat a participé ou communiqué des éléments lors de 7 réunions de la CCAPEX du Morbihan.   |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)  | 2                                     | 2 réunions de présentation de la procédure, 62 personnes présentes.  |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | 1                                     | 1 réunion de présentation de la procédure, 10 personnes présentes.   |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      | 1                                     | 1 réunion organisée avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation. Présentation de la procédure de surendettement et de droit au compte. |

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

**Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**

4 stages pratiques organisés au sein du secrétariat ont été organisés par le secrétariat au profit de 81 travailleurs sociaux.

---

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

## Principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

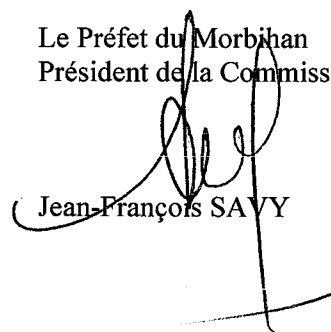
- Quelques dossiers sont déposés à un stade avancé de la procédure de saisie immobilière : très proche de l'audience de l'orientation ou postérieurement à celle-ci ce qui peut obérer les chances de conserver le bien immobilier.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

- Clôture de compte après une mesure de surendettement, en particulier une PRP
- Dépôt de dossiers pour des majeurs concernés par une mesure de protection avec une épargne suffisante pour apurer le passif mais non utilisée par le mandataire.
- Difficultés liées aux cessions de créances : les débiteurs ainsi que le secrétariat sont avisés parfois tardivement ou de manière imprécise sur les cessions de créances ce qui peut retarder l'élaboration de l'EDD et allonger les délais de procédure.
- Sollicitations directes de la part des notaires préalablement aux ventes immobilières concernant les biens de personnes en situation de surendettement alors qu'il appartient au débiteur de solliciter l'autorisation du Juge ou de la Commission avant de procéder à un acte de disposition de son patrimoine.

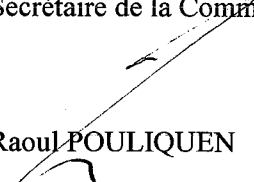
Le 5 février 2015

Le Préfet du Morbihan  
Président de la Commission



Jean-François SAVY

Le Directeur de la Banque de France  
Secrétaire de la Commission



Raoul POULIQUEN

**Annexe n°1 du rapport d'activité**  
**Données d'activité 2014<sup>3</sup>**

|  | Année 2013  | Année 2014  | Variation<br>2014/2013 |
|--|-------------|-------------|------------------------|
| <b>Dossiers déposés (en nombre)</b>  | <b>2162</b> | <b>2230</b> | <b>3,2%</b>            |
| Dont proportion de redépôts (en %)*<br><small>* sur 9 mois</small>   | <b>37</b>   | <b>42</b>   | <b>5 pts</b>           |
| Dont proportion de redépôts suite à une<br>suspension d'exigibilité (en %)*<br><small>* sur 9 mois</small> | <b>NC</b>   | <b>9,9</b>  | <b>NS</b>              |
| <b>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nombre)</b>   | <b>2112</b> | <b>2131</b> | <b>0,9%</b>            |
| - Dossiers recevables (y compris dossiers jugés recevables)  | 1993        | 1965        | -1,4%                  |
| - Dossiers irrecevables (A)  | 161         | 210         | 30,4%                  |
| <b>Décisions d'orientation des Commissions (en nombre)</b>   | <b>2091</b> | <b>1996</b> | <b>-4,5%</b>           |
| - vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire                       | 709         | 698         | -1,6%                  |
| - vers une procédure de réaménagement de dettes  | 1382        | 1298        | -6,1%                  |
| <b>Mesures de rétablissement personnel (en nombre) (B)</b>   | <b>694</b>  | <b>733</b>  | <b>5,6%</b>            |
| - Recommandations d'effacement de dettes (PRP sans LJ)   | 680         | 723         | 6,3%                   |
| - Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ   | 14          | 10          | -28,6%                 |
| <b>Mesures de réaménagement des dettes (en nombre) (C)</b>   | <b>1378</b> | <b>1324</b> | <b>-3,9%</b>           |
| - Plans conventionnels conclus   | 856         | 555         | -35,2%                 |
| - dont plans conventionnels conclus réglant l'intégralité de l'endettement*<br><small>* sur 9 mois</small> | NC          | 189         | NS                     |
| - dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier | NC          | 43          | NS                     |
| <b>Mesures imposées ou recommandées (avec MIRI)</b>  | <b>522</b>  | <b>769</b>  | <b>47,3%</b>           |
| - dont mesures imposées ou recommandées immédiates élaborées   | NC          | 400         | NS                     |
| - dont mesures imposées ou recommandées consistant en une suspension                                       | 155         | 323         | 108,4%                 |
| <b>Dossiers clôturés toutes phases (en nombre) (D)</b>   | <b>319</b>  | <b>221</b>  | <b>-30,7%</b>          |
| <b>Autres sorties (E)</b>  | <b>23</b>   | <b>18</b>   | <b>-21,7%</b>          |
| <b>Dossiers traités par les Commissions (en nombre) (A+B+C+D+E)</b>  | <b>2575</b> | <b>2506</b> | <b>-2,7%</b>           |
| <b>Renvoi des dossiers par les juges aux Commissions (en nombre)</b>                                       | <b>37</b>   | <b>26</b>   | <b>-29,7%</b>          |
| <b>Recommandations homologuées par les juges (en nombre)</b>   | <b>739</b>  | <b>802</b>  | <b>8,5%</b>            |

<sup>3</sup> France métropole et hors métropole

### Structure de décision de la commission

|  | <b>Données<br/>Morbihan</b> | <b>Données<br/>Bretagne</b> | <b>Données<br/>France</b> |
|--|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en % des dossiers traités)  | <b>11,7</b>                 | <b>8,7</b>                  | <b>11,7</b>               |
| Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l'objet d'une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités) | <b>29,1</b>                 | <b>29,5</b>                 | <b>29,6</b>               |
| Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités)  | <b>22,2</b>                 | <b>23,3</b>                 | <b>15,9</b>               |
| Part des mesures imposées ou recommandées (hors MIRI) (en% des dossiers traités)   | <b>14,7</b>                 | <b>13,8</b>                 | <b>17,3</b>               |
| Part des mesures imposées ou recommandées immédiates (en % des dossiers traités)   | <b>16</b>                   | <b>19,8</b>                 | <b>21</b>                 |
| Part des sorties diverses (en % des dossiers traités)  | <b>6,4</b>                  | <b>4,8</b>                  | <b>4,5</b>                |
| Taux de solutions pérennes*      * sur 9 mois  | <b>69,3</b>                 | <b>68,8</b>                 | <b>72,9</b>               |

**Annexe 2 du rapport d'activité**  
**Typologie de l'endettement**

Données de la Commission :

| Type de dettes                       | Encours des dettes en milliers € | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Endettement moyen en € | Dossiers concernés | Nombre moyens de dettes en unité |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|------------------------|--------------------|----------------------------------|
| Dettes financières                   | 64 447,7                         | 1 808                    | 8 582            | 80,5%                          | 35 645,8               | 92,0%              | 4,7                              |
| Dont Autres dettes financières       | 1 762,4                          | 1 265                    | 1 647            | 2,2%                           | 1 393,2                | 64,4%              | 1,3                              |
| Dont Dettes financières consommation | 30 652,4                         | 1 642                    | 6 266            | 38,3%                          | 18 667,7               | 83,6%              | 3,8                              |
| Dont Dettes financières immobilières | 32 032,9                         | 299                      | 669              | 40,0%                          | 107 133,4              | 15,2%              | 2,2                              |
| Dettes de charges courantes          | 7 873,5                          | 1 665                    | 7 410            | 9,8%                           | 4 728,9                | 84,7%              | 4,5                              |
| Autres dettes                        | 7 756,5                          | 1 199                    | 2 857            | 9,7%                           | 6 469,2                | 61,0%              | 2,4                              |
| <b>Endettement global</b>            | <b>80 077,8</b>                  | <b>1 965</b>             | <b>18 849</b>    | <b>100,0%</b>                  | <b>40 752,0</b>        | <b>100,0%</b>      | <b>9,6</b>                       |

Données de la région :

| Type de dettes                       | Encours des dettes en milliers € | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Endettement moyen en € | Dossiers concernés | Nombre moyens de dettes en unité |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|------------------------|--------------------|----------------------------------|
| Dettes financières                   | 305 686,5                        | 8 861                    | 41 497           | 78,8%                          | 34 498,0               | 91,8%              | 4,7                              |
| Dont Autres dettes financières       | 15 564,0                         | 6 128                    | 8 108            | 4,0%                           | 2 539,8                | 63,5%              | 1,3                              |
| Dont Dettes financières consommation | 148 242,2                        | 8 012                    | 30 177           | 38,2%                          | 18 502,5               | 83,0%              | 3,8                              |
| Dont Dettes financières immobilières | 141 880,3                        | 1 443                    | 3 212            | 36,6%                          | 98 323,1               | 15,0%              | 2,2                              |
| Dettes de charges courantes          | 38 342,5                         | 8 023                    | 34 988           | 9,9%                           | 4 779,1                | 83,1%              | 4,4                              |
| Autres dettes                        | 44 055,2                         | 5 988                    | 14 546           | 11,4%                          | 7 357,3                | 62,1%              | 2,4                              |
| <b>Endettement global</b>            | <b>388 084,2</b>                 | <b>9 649</b>             | <b>91 031</b>    | <b>100,0%</b>                  | <b>40 220,2</b>        | <b>100,0%</b>      | <b>9,4</b>                       |